



En DIRECT du CSE DOGSE

Du 26 au 27 mars 2025 à Marseille

Déclaration préalable CGT 26 MARS

L'Europe court elle à sa perte ? Cette question lancinante ne date pas de sa passivité face à son exclusion de la résolution du conflit Ukrainien quand bien même il se passe sur son sol. Son affaiblissement politique et économique se révèle à chaque soubresaut international, et ils sont nombreux par les temps qui courent. L'UE est engluée dans une politique économique libérale qui s'avère suicidaire pour sa souveraineté et même pour sa prospérité. Elle se double d'une incapacité à promouvoir un autre projet que la course à la guerre économique et militaire.

Dans ce dernier domaine, voilà qu'elle fait preuve d'un volontarisme auquel elle s'est toujours refusée quand il s'agit de répondre aux enjeux sociaux. Face à la situation en Ukraine, qui révèle, il est vrai une certaine urgence pour ne pas laisser le pays se faire dépecer par les impérialistes russes et américains conjugués, l'UE fait le choix de la surenchère. Permettre pour le seul réarmement, de faire sauter le verrou des 3% de PIB de déficit public qui bride les politiques des pays membres depuis des décennies et amené à la catastrophe sociale et économique dans laquelle nous nous trouvons jette une lumière crue sur la vraie nature de la construction européenne.

Trump demande 5% du Pib pour la défense, les européens s'exécutent. Certes, la garantie de sécurité que les états européens croyaient trouver avec l'Otan s'évapore chaque jour un peu plus.

Derrière les discours martiaux et la surenchère verbale autour de « l'économie de guerre » se cachent les bas intérêts capitalistiques. La guerre ça rapporte. Les bourses se réjouissent, les entreprises d'armement voient le cours de leurs actions s'envoler.

Mais cette débauche d'argent public a, pour les libéraux, une autre vertu. Augmenter le temps de travail, restreindre l'accès à l'assurance chômage, partir en retraite plus tard, simplifier radicalement la vie des entreprises. La guerre quel meilleur moyen de faire accepter l'inacceptable ?

Ce sont des dizaines de milliards d'euros à trouver, et ce sans augmentations d'impôts selon le président. Comprenez pour les plus riches. Si ce n'est pas les plus grandes fortunes qui versent au pot ce sera tous les autres. Une aubaine à l'heure où s'ouvrent les négociations sur la réforme des retraites. Si les objectifs sécuritaires et la menace Russe sont flous, les répercussions sociales seraient, elles, bien réelles.

Chez Orange les résultats de l'enquête Comité National de Prévention du Stress (CNPS), menée par le cabinet SECAFI auprès de 32 000 répondants avec un taux de participation de 55%, sont sans appel. Ils confirment ce que dénonce la CGT au quotidien et que la direction persiste à sous-estimer : une dégradation alarmante du climat social et des conditions de travail, mettant en danger la santé et la sécurité des salariés. Cette réalité dramatique, mise en lumière par des témoignages accablants et

médiatisée à travers de nouveaux drames humains, ne peut plus être ignorée.

Les conséquences des restructurations incessantes et brutales (retour des suicides), le renforcement du sentiment d'insécurité, la perte de repères, la hausse des risques psychosociaux, l'effondrement de la fierté d'appartenance, l'intensification de la charge de travail.

Des salariés inquiets pour leur avenir, la peur du déclassement, un management encore apprécié, mais toujours en difficulté, un besoin urgent d'écoute : les 2 500 pages de verbatims de l'enquête soulignent un malaise fort sur le Flex office, la politique salariale insuffisante et une stratégie perçue comme court-termisme.

La direction a tout fait pour reporter cette enquête.

La CGT portera avec force la parole des salariés et exige des mesures immédiates :

- Une politique de prévention des risques psychosociaux efficace avec une prise en compte des nombreuses alertes des salariés,
- la mise en place d'un vrai dialogue social,
- Un moratoire sur les réorganisations incessantes sans évaluation ni prévention PRIMAIRE
- Une meilleure anticipation des départs pour éviter une dégradation des conditions de travail et la hausse des RPS,
- Un renforcement des effectifs partout où c'est nécessaire et une revalorisation des métiers pour répondre aux besoins et aux attentes réels des salariés,
- Un véritable accompagnement notamment en formation des évolutions technologiques.
- Un plan d'urgence pour réduire le stress au travail et améliorer les conditions de travail.
- La garantie de la sécurité de l'emploi avec l'arrêt des suppressions de postes déguisées et des externalisations des activités et des emplois.
- De véritables reconnaissances et revalorisation des salaires et des moyens alloués aux salariés

Que l'ensemble des salariés d'Orange qui créent la richesse l'entreprise soient reconnus au même titre que les actionnaires !

L'arrêt des projets de réorganisations tel que le plan « libellule » cédant l'activité à Orange Store en mettant en difficulté les salariés des boutiques se retrouvant à chercher d'autres postes,

La ré-internalisation des activités principales De l'UCI pour que les techniciens retrouvent un sens à leur travail et que la qualité de service soit de nouveau un argument de qualité pour Orange

Rapport d'activité DOGSE des T3 et T4 2024

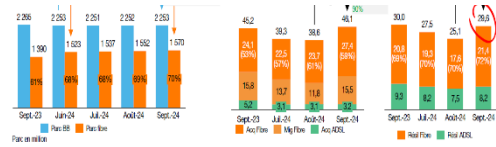
Arrêts d'exploitation des boutiques de : Aubière, Draguignan et Vienne pour le second semestre 2025

Projet de rénovation totale et de mise au concept Smart Store de la boutique de Nice Jean Médecin

Mise en œuvre de l'adaptation du processus de livraison des offres FTTO & FTTE en UCI

CSE pour les CSSCT : Mise à jour du Document Unique

Information Trimestrielle des Activités DO Grand Sud Est 3eme & 4eme trimestre 2024



Une présentation des activités, mais rien de nouveau. Cette présentation obligatoire démontre encore une fois que notre entreprise est majoritairement sous-traitée et que la réinternalisation n'est pas une option pour Orange.

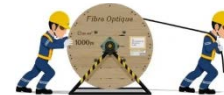
Rénovation totale et mise au concept Smart Store de la boutique Nice Jean Médecin



Evolution du concept national de nos boutiques «Modulo», la première mise en œuvre au sein de l'ADSE. C'est l'opportunité de reprendre totalement la sécurisation de la boutique. Une remarque pour quoi le back office n'est pas aux normes PMR, ou est l'inclusion de salariés porteurs d'handicap.

LA CGT exige le respect de la loi

Adaptation du processus de livraison des offres FTTO & FTTE en UCI



Le projet a pour but de gagner du temps en production (le fond est bon).

La **CGT alerte les directions des UCI** sur les conditions de mise en œuvre de cette évolution qui va changer les activités des techniciens RS ou BL.

CSE pour les CSSCT :

Mise à jour du Document Unique

Les élus CSE DOGSE réunis en séance du 27 mars dénoncent l'incomplétude des éléments nécessaires à l'évaluation des risques.

En l'état, les DUERP ne sont pas conformes à la législation et ne reflètent pas la réalité des situations vécues par les salariés, donc non validables.

Les élus **CGT ont voté un Avis Motivé Négatif**

Arrêts d'exploitation des boutiques de : Aubière, Draguignan et Vienne pour le 2e semestre.



La CFE-CGC dans ses résolutions considère que Orange Store est une solution acceptable

Avis Motivé pour notre vote

Le dossier présenté aujourd'hui en CSE, et malgré les débats en séance, démontre les risques inhérents aux arrêts d'exploitation, avec son cortège d'impacts très souvent malheureux pour l'ensemble des salariés concernés.

Malgré l'accompagnement des salariés mis en avant par Orange, l'entreprise persévère dans son schéma destructeur, ne réduisant les salariés qu'à un coût et une charge a priori insupportable.

L'équilibre vie privée/vie professionnelle des salariés est profondément bousculé.

A ce stade du projet, le manque de transparence des futurs arrêts d'exploitation fin 2025 et 2026 génère des risques psychosociaux, d'autant plus que les salariés sont déjà fragilisés et exposés au risque croissant d'incivilités, agressions et braquages.

La CGT réunie en séance CSE du 26 Mars 2025 rend **un avis négatif** sur les projets d'arrêt d'exploitation des boutiques de Aubière, Draguignan et Vienne.

La CGT demande instamment que cette souffrance génératrice de RPS soit prise en compte par l'entreprise en proposant davantage d'opportunités de mutations pour les salariés souhaitant quitter l'AD et une vision beaucoup plus lointaine de l'avenir de chaque boutique pour que les salariés puissent se projeter sereinement dans leur vie privée et professionnelle